

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 08/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LEYGUE Henri**

Carrière de La Ferrière  
30140 Thoiras

Références : -  
Code AIOT : 0006600786

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2024 dans l'établissement LEYGUE Henri implanté Carrière de La Ferrière 30140 Thoiras. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LEYGUE Henri
- Carrière de La Ferrière 30140 Thoiras
- Code AIOT : 0006600786
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière et l'usine associée au traitement des matériaux extraits sont autorisées par arrêtés

préfectoraux du 14 février 2003 et du 7 avril 2003. La carrière est autorisée pour une durée de 30 ans portant sur une capacité de production annuelle fixée à 500 kT. En 2020, un arrêté préfectoral complémentaire a été pris afin de compléter les mesures devant être effectuées sur les poussières, les rejets aqueux et les produits concassés au regard de la proximité avec les anciennes mines de fer. Plus récemment, un arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2022 autorise l'accueil d'apport de déchets inertes sur la carrière afin d'offrir un exutoire aux matériaux de déblais de chantiers.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 14/02/2003, article 2.3	Sans objet
2	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	Sans objet
3	métaux/métalloïdes recherchés et fréquences des prélèvements pour analyses	AP Complémentaire du 06/02/2020, article 5.1.1 & 5.1.2	Sans objet
4	Interprétation des résultats	AP Complémentaire du 06/02/2020, article 5.1.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun écart n'a été relevé sur les points contrôlés lors de l'inspection. Celle-ci s'est portée sur l'avancement du plan de phasage, le suivi des émissions de poussière et sur les mesures des métaux-métalloïdes.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2003, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rapport de synthèse
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un rapport de synthèse est établi chaque année. Ce rapport argumenté comportant chiffres, schémas et diagrammes doit faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les vérifications de la conformité au présent arrêté et leurs conclusions;</li> <li>• les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivis;</li> <li>• les renseignements importants tels que les dépassements de norme de rejet et le traitement de ces anomalies;</li> <li>• les résultats des tests, des exercices;</li> <li>• la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ou sur d'autres sites similaires;</li> <li>• le point de l'avancement des travaux programmés, phasage d'exploitation</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, il est uniquement contrôlé le suivi des retombées de poussières et les éventuels dépassements de norme de rejet, les contrôles sur les métaux-métalloïdes et</p>

<p>l'avancement du plan de phasage.</p> <p>Il est présenté un diaporama pour la commission locale de l'environnement n°9 du 7 octobre 2024.</p> <p>Ce document comprend les suivis environnementaux sur les poussières, le bruit, les vibrations, la qualité de l'eau et les mesures sur les métaux-métalloïdes.</p> <p>Le plan topographique de décembre 2023 est également présenté, tandis que la version mise à jour pour 2024 est encore en cours d'élaboration.</p> <p>Bien que l'exploitation soit conforme à la phase quinquennale n°5 prévue, l'exploitant signale un léger retard sur le plan de phasage, attribué à un ralentissement survenu pendant la période COVID-19. Il assure cependant que ce retard pourra être rattrapé avant la fin de la période d'autorisation en 2033. L'extraction estimée sur l'année 2024 est d'environ 200k tonnes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Plan de surveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emission des poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de suivi des retombées de poussières autour de la carrière de Thoiras pour l'année 2023, réalisé par ATMO OCCITANIE (Réf : 2023ETU-2024-049 - Édition février 2024), est présenté lors de l'inspection.</p> <p>Un plan de surveillance des retombées de poussières du troisième trimestre 2024, également réalisé par ATMO OCCITANIE, est fourni. La campagne de mesures pour l'année 2024 n'étant pas achevée au moment de l'inspection, les résultats complets ne sont pas encore disponibles.</p> <p>Les zones d'émission de poussières, leur importance relative, les conditions météorologiques et topographiques du site, ainsi que le choix et le nombre des stations de mesure, sont correctement définis et documentés.</p> <p>La moyenne annuelle des retombées de poussières pour 2023 s'établit à 219 mg/m<sup>2</sup>/jour, soit un niveau équivalent à celui de 2022 (207 mg/m<sup>2</sup>/jour), malgré une augmentation de l'activité de production et d'extraction.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : métaux/métalloïdes recherchés et fréquences des prélèvements pour analyses

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/02/2020, article 5.1.1 &amp; 5.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emission de poussière</p>

**Prescription contrôlée :****Article 5.1 Métaux/métalloïdes recherchés**

Les analyses portent - a minima - sur la recherche de 15 éléments suivants par un laboratoire accrédité COFRAC :

1. Aluminium (Al)
2. Antimoine (Sb)
3. Argent (Ag)
4. Arsenic (As)
5. Baryum (Ba)
6. Cadmium (Cd)
7. Chrome (Cr)
8. Cobalt (Co)
9. Cuivre (Cu)
10. Fer (Fe)
11. Manganèse (Mn)
12. Mercure (Hg)
13. Nickel (Ni)
14. Plomb (Pb)
15. Zinc (Zn)

**Article 5.1.2 fréquences des prélèvements pour analyses**

Pour l'ensemble des 15 éléments recherché, les analyses sont réalisées semestriellement.

**Constats :**

Des analyses mensuelles portant au moins sur les 15 éléments sont effectuées par le laboratoire EUROFINs, accrédité Cofrac n°1-1488, sur la plaquette n°5 du réseau de surveillance des retombées de poussières, située au niveau du portail d'accès au site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Interprétation des résultats**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/02/2020, article 5.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emission de poussière

**Prescription contrôlée :**

Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont synthétisés et interprétés dans le rapport annuel prescrit à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral n°03-022V du 14 février 2003 susvisé.

A défaut de texte réglementaire définissant des valeurs limites à respecter, les résultats sont interprétés par comparaison et selon l'état des connaissances en la matière.

**Constats :**

Les derniers rapports d'analyse réalisés par EUROFINs pour les mois de septembre et octobre 2024 (Références : AR-24-EM-016367-01, AR-24-EM-016278-01 et AR-24-EM-015999-01) sont présentés.

Le diaporama de suivi environnemental destiné à la commission locale de l'environnement n°9 d'octobre 2024 inclut également les résultats des analyses mensuelles effectuées sur la période d'août 2023 à juillet 2024.

Ces analyses révèlent l'absence de métaux lourds tels que le plomb, le cadmium ou l'arsenic. Les métaux détectés chaque mois de manière récurrente sont l'aluminium, représentant environ 10 % de la masse des poussières, et le fer, représentant environ 5 %. En revanche, le zinc, le cuivre et le magnésium sont détectés de façon occasionnelle et en concentrations très faibles, environ 10 fois inférieures à celles de l'aluminium et du fer.

**Type de suites proposées :** Sans suite